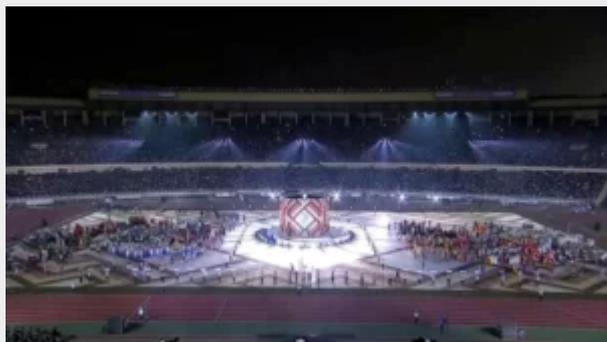


Jeux de la Francophonie 2023 : nouvelle censure intégrale des médias français « de France »



[Source : cermf.org]

[Transmis par Ilyes Zouari, Président du CERMF]

Contrairement aux Jeux du *Commonwealth*, largement relayés par les médias britanniques, et comme pour leur dernière édition de 2019, les Jeux de la Francophonie 2023 font l'objet d'une censure totale des grands médias hexagonaux destinés à la population française, qui se démarquent ainsi de ceux des autres pays francophones du monde, y compris outre-Atlantique. Au-delà des habituels beaux discours officiels, l'hostilité des milieux politiques et médiatiques français à l'égard de la vaste francophonie ne fait désormais plus aucun doute, et va même en s'aggravant parallèlement à une fuite en avant européiste et atlantiste.

Une censure totale et systématique

Depuis leur lancement il y a presque une semaine, le 28 juillet dernier, dans un stade réunissant près de 80 000 spectateurs à Kinshasa, aujourd'hui plus grande ville francophone du monde avec ses plus de 15 millions d'habitants, les Jeux de la Francophonie 2023 n'ont toujours pas bénéficié de la moindre couverture médiatique de la part de l'ensemble des grands médias nationaux français de la télévision (TF1, France 2, France 3, M6...), de la presse écrite (Le Figaro, Le Monde, Libération, Ouest-France...) et de la radio. Des médias à ne pas confondre avec ceux essentiellement destinés à l'étranger, comme France 24, TV5, RFI ou encore le Monde Afrique, dont le contenu diffère parfois considérablement de celui destiné à la population française, victime de nombreuses censures (Jeux de la Francophonie, sommets de la Francophonie, agression et pillage rwandais de l'est de la RDC, manœuvres militaires russes en Algérie, visite de chefs d'État africains en Russie, part écrasante des pays d'Europe de l'Est dans les aides françaises au développement...).

Ainsi, et sur les quelques dizaines d'heures de journaux télévisés accumulés depuis le 28 juillet dernier, et sur les centaines d'articles publiés par les grands quotidiens nationaux, aucune seconde ni aucune ligne n'a été consacrée à ce grand événement sportif francophone international, même pour les médailles remportées par des Français. Et ce, tout comme pour la précédente édition des Jeux de la Francophonie, organisée à Abidjan en 2019. Une censure qui est donc également appliquée par les chaînes de télévision publiques et

les nombreuses chaînes de radio du groupe public Radio France. Ainsi, et au lieu de couvrir le lancement des Jeux, le 28 juillet dernier, le journal de 20 h de France 2 a préféré consacrer un long reportage de 4 minutes et 18 secondes à la très « intéressante » migration des sardines en Afrique du Sud. Incroyable mais vrai. Autre exemple : deux jours plus tard, la très ancienne et célèbre émission hebdomadaire sportive, Stade 2, diffusée sur France 3, n'a daigné accorder aucune seconde à ce grand événement francophone sur les 52 minutes et 54 secondes d'antenne !

Médias, aides au développement : une incontestable volonté politique de marginaliser le monde francophone

Cette censure totale et systématique des grands événements francophones, y compris par l'ensemble des médias publics, ne peut bien évidemment se faire sans l'approbation et l'encouragement des plus hautes autorités françaises. Une attitude qui s'inscrit dans le cadre d'une volonté politique incontestable de couper le peuple français du monde francophone, menée avec acharnement par les européistes et atlantistes qui dirigent le pays depuis bientôt 20 ans. Et ce, afin de dévaloriser la France aux yeux de la population française, en lui faisant oublier son appartenance à un vaste espace linguistique (qui a d'ailleurs récemment dépassé en population l'espace hispanophone ainsi que l'ensemble Union européenne-Royaume-Uni, avec une population de 555 millions d'habitants début 2023), dans le but de lui faire accepter le maintien du pays au sein de l'Union européenne et de l'alliance atlantique (l'OTAN, que la France avait pleinement réintégrée à l'époque du président Sarkozy, qui avait ainsi effacé l'héritage du général de Gaulle). Deux ensembles présentés alors comme nécessaires, et même vitaux, pour une pauvre France qui ne pourrait rien faire « seule ». Une France qui est pourtant, en réalité, globalement bien plus puissante que la Russie, à tous les niveaux... et qui est même 26 fois plus vaste que l'Allemagne, en tenant compte de son gigantesque espace maritime, le deuxième plus grand au monde.

Ainsi, la population française ne sait pratiquement rien du monde francophone, et en particulier des pays francophones du Sud, au sujet desquels les médias français n'alimentent qu'une image terriblement négative (avec l'appui, au passage, des associations de défense des immigrés et des clandestins...), résumant ce vaste ensemble à une accumulation de misère, de désolation, d'instabilité, ou encore à une espace abritant des animaux sauvages et connaissant parfois des manifestations anti-françaises (menées par une poignée de jeunes, certes patriotes, mais totalement manipulés par des puissances étrangères, et en particulier la Russie). La population française n'a ainsi jamais droit à des images montrant le dynamisme économique de ces pays, la modernité de grandes métropoles francophones africaines, les grandes infrastructures réalisées et celles en cours... Aujourd'hui, la quasi-totalité des Français ignore jusqu'à l'existence même de la Basilique Notre-Dame de la Paix de Yamoussoukro, le plus grand édifice chrétien au monde. Une incroyable ignorance qui concerne même l'écrasante majorité des plus fervents catholiques, et en particulier au sein de la nouvelle génération, constamment tenue à l'écart du monde francophone par les

médias et l'Éducation nationale française.

Mais cette hostilité politico-médiatique à l'égard de la francophonie se manifeste également à travers la répartition des aides publiques françaises au développement, qui ne bénéficient que marginalement au Monde francophone, et ce au profit des pays d'Europe de l'Est membres de l'Union européenne, qui récoltent constamment la part du lion, contrairement à toute logique économique et géopolitique. Ainsi, et à partir des dernières données disponibles auprès de la Commission européenne et de l'OCDE, la part du monde francophone n'a été que de 15,4 % du total des aides françaises au développement versées en 2021 (soit 3,5 milliards d'euros, aides bilatérales et multilatérales confondues), contre non moins de 43,3 % pour l'Union européenne (9,9 milliards), presque intégralement destinés aux 13 petits pays d'Europe de l'Est et orientale, qui ne totalisent que 114 millions d'habitants, soit quatre fois moins que l'ensemble des 27 pays francophones du Sud (près de 450 millions début de 2021).

La situation est si absurde, qu'il n'y a qu'un seul et unique pays francophone parmi les 10 premiers pays bénéficiaires des aides françaises au développement (la Côte d'Ivoire, 8e). La Pologne, premier pays bénéficiaire, a reçu 9,3 fois plus d'aides que le Maroc, à la population quasi égale et grand allié de la France (2,565 milliards d'euros, contre 0,277 milliard). Et la minuscule Estonie, peuplée de seulement 1,3 million d'habitants, a reçu davantage d'aides que la vaste RDC, plus grand pays francophone du monde et qui vient de dépasser les 100 millions d'habitants (156 millions d'euros contre 147 millions). Là aussi, incroyable mais vrai... et totalement occulté par les médias.

Pourtant, cette politique d'aide au développement est contraire à toute logique économique ou géopolitique. D'un point de vue économique, d'abord parce que les pays d'Europe de l'Est et orientale membres de l'Union européenne s'orientent principalement et historiquement vers l'Allemagne, qui arrive très largement en tête des pays fournisseurs de la zone, avec une part de marché d'environ 20 % chaque année (19,5 % en 2019), contre toujours moins de 4 % pour la France, dont les aides massives reviennent donc quasiment à subventionner les exportations allemandes. Une politique que l'on pourrait résumer par la célèbre expression « travailler pour le roi de Prusse »...

Ensuite, parce que toutes les études économiques démontrent que les échanges peuvent être bien plus importants entre pays et peuples partageant une même langue. À ce sujet, un seul exemple suffit à prouver l'impact économique du lien linguistique : les touristes québécois sont proportionnellement quatre fois plus nombreux que les touristes américains à venir chaque année en France... et à y dépenser. En d'autres termes, toute richesse générée dans un pays francophone au profit de l'économie locale finit par être intégrée en bonne partie au circuit économique d'autres pays francophones, et ce, en vertu d'un mécanisme semblable à celui des vases communicants. D'où le concept de « zone de coprosperité », qui est d'ailleurs une des traductions possibles du terme *Commonwealth*. Ce lien linguistique explique également en bonne partie la position globalement encore assez bonne de la France en

Afrique francophone (Maghreb inclus), dont elle demeure le second fournisseur en dépit de son manque d'intérêt, avec une part de marché globale estimée à 11,5 % en 2019, derrière la Chine, 15,6 %. Une part largement supérieure à celle de l'Allemagne, estimée à 3,9 %, et qui arrive même derrière l'Espagne (7,3 % et troisième fournisseur), l'Italie et les États-Unis (5,5 % respectivement).

Enfin, parce que c'est dans cette même Afrique francophone qu'il convient d'investir massivement, afin de tirer pleinement profit des opportunités et du dynamisme que l'on trouve dans ce vaste ensemble de 25 pays, partie globalement la plus dynamique économiquement du continent (l'Afrique subsaharienne francophone, composée de 22 pays, ayant notamment réalisé en 2022 les meilleures performances économiques pour la neuvième année consécutive et la dixième fois en onze ans, affichant ainsi une croissance annuelle de 3,5 % en moyenne sur la décennie 2013-2022 – et même 4,0 % hors cas très particulier de la Guinée équatoriale, contre seulement 2,2 % pour le reste de l'Afrique subsaharienne). Mais aussi la partie la moins endettée, la plus stable et la moins touchée par l'inflation et les violences sociales (criminalité, homicides, conflits interethniques, guerres civiles...).

Et pour ce qui est du niveau géopolitique, justement, le caractère irrationnel de la politique française d'aide au développement s'explique également par le fait que l'écrasante majorité des pays de l'UE, malgré les aides massives versées chaque année par le contribuable français, vote régulièrement contre les positions de la France au sein des grandes instances internationales, au profit des États-Unis (auprès desquels ils se fournissent d'ailleurs presque exclusivement en matière d'armements lourds, alors que les richissimes pays du Golfe et les grandes puissances émergentes préfèrent souvent acheter du matériel militaire français...).

Ainsi, et à partir du moment que la doctrine de la politique étrangère de la France semble être désormais de travailler et de s'épuiser financièrement au service des intérêts économiques allemands et des intérêts géopolitico-militaires des États-Unis, il ne faut donc guère s'étonner de la voir perdre de son prestige et de son influence à l'international, et notamment dans les pays francophones du continent africain, au profit de diverses puissances étrangères, bien heureuses de profiter d'une telle inconscience.

Victimes d'un environnement politico-médiatique incontestablement hostile en France, nos frères francophones du reste du monde, du Québec au Pacifique, et au nom de leurs propres intérêts, gagneraient à se faire davantage entendre, à se décomplexer et à ne plus hésiter à demander de claires explications à leurs confrères et homologues de France, en cas de double discours et d'attitude jugée néfaste au monde francophone, et donc aux intérêts de l'ensemble des pays et peuples francophones (dont le peuple français lui-même...).